ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Reconstruction, le 4 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 et abrogeant l'arrêté-loi du 24 décembre 1946", tel qu'il a été amendé par le Ministre, a donné en sa séance du 28 juillet 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 4e Juli 1950 door de Minister van Wederopbouw verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden tot de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945 en intrekking van de besluitwet van 24 December 1946", zoals door de Minister gewijzigd, heeft ter zitting van 28 Juli 1950 het volgend advies gegeven :

Dans l'économie du projet, le titre de déporté pour le travail obligatoire qui, dans le système de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, était exclusivement réservé aux personnes astreintes au travail obligatoire en exécution d'un ordre écrit et formel de l'ennemi, ainsi qu'aux personnes emmenées par l'ennemi sans avoir eu l'occasion de se soustraire à ses ordres, pourra également être reconnu aux personnes qui se sont livrées à l'ennemi en raison de l'arrestation d'un membre de leur famille ou en raison de recherches effectives de l'ennemi dont elles ont été l'objet, ainsi qu'aux personnes mises au travail par l'ennemi ensuite d'infractions commises en vue de la résistance.

Le projet prévoit, en outre, un régime entièrement nouveau en faveur d'une catégorie de personnes qui, sans pouvoir prétendre au titre de déporté pour le travail obligatoire et aux avantages que le projet confère à ce titre, pourront revendiquer la qualité de "bénéficiaire de la loi" et les droits et avantages que le projet attache à cette qualification. Cette catégorie spéciale de bénéficiaires de la loi est désignée par l'article 3 du projet sous la dénomination de : "bénéficiaires de la loi".

Le projet prévoit enfin que les "bénéficiaires de la loi", au sens de l'article 3 du projet, pourront revendiquer le titre de "déporté pour le travail obligatoire" lorsque, à la faveur d'un retour en Belgique, ces personnes se sont soustraites au travail obligatoire et ont été arrêtées et remises au travail par l'ennemi. Dans cette éventualité, ces bénéficiaires de la loi pourront obtenir le titre de déporté pour la période de travail suivant leur arrestation; elles conserveront la qualité de "bénéficiaire de la loi" et les avantages attachés à cette qualification pour la période antérieure à leur arrestation.

.../...

La qualification de "bénéficiaire de la loi" dont se sert le projet pour désigner une partie des bénéficiaires de la loi est évidemment équivoque. Cette qualification n'est d'ailleurs pas uniformément admise dans le projet. Ainsi, le chapitre 1er du projet est intitulé : "Des déportés et des bénéficiaires". Cet intitulé vise à la fois les personnes qui, aux termes de l'article 2, ont droit au titre de déporté et celles qui, aux termes de l'article 3, ont droit à la qualité de "bénéficiaire de la présente loi".

Par ailleurs, l'article 6 entend par "bénéfice du présent statut", le bénéfice de l'ensemble des dispositions du projet relatives à la fois au statut du déporté pour le travail obligatoire et aux droits et avantages prévus en faveur de cette catégorie de travailleurs obligatoires que l'article 3 qualifie de : "bénéficiaires de la présente loi".

A l'article 10 du projet, l'expression "bénéficiaires du présent statut" vise manifestement les bénéficiaires de la présente loi au sens de l'article 3, c'est-à-dire les travailleurs obligatoires à l'exclusion des déportés. De même, le chapitre IV intitulé : "Des droits et avantages des bénéficiaires du statut des déportés pour le travail obligatoire" vise les personnes qui, aux termes de l'article 3 du projet, ont droit à la qualité de "bénéficiaire de la présente loi".

Le Conseil d'Etat estime qu'il est indispensable pour la clarté du projet de s'en tenir à une terminologie uniforme. Il propose de réserver le titre de "déporté pour le travail obligatoire" aux bénéficiaires prévus à l'article 2 du projet, et la qualification de "bénéficiaire du statut des déportés pour le travail obligatoire" aux travailleurs prévus à l'article 3 du projet.

.../...

En conséquence, et sous réserve des autres remarques que le Conseil d'Etat sera amené à formuler à l'occasion de l'examen des articles, le chapitre Ier devrait être intitulé : "Des déportés pour le travail obligatoire et des bénéficiaires du statut des déportés".

Les articles 2 et 3 devraient respectivement être libellés comme suit :

"Article 2. - Le titre de déporté pour le travail obligatoire est reconnu aux personnes . . .

Article 3. - La qualité de bénéficiaire du statut des déportés est reconnue aux personnes . . .".

A l'article 5, l'expression : "qualité de bénéficiaire de la présente loi" devrait être remplacée par l'expression : "qualité de bénéficiaire du statut des déportés".

A l'article 6, l'expression : "pour bénéficier du présent statut" devrait être remplacée par l'expression : "en vue de bénéficier de la présente loi".

Enfin, à l'article 10, l'expression : "ou à la qualité de bénéficiaire du présent statut" devrait être remplacée par l'expression : "ou à la qualité de bénéficiaire du statut des déportés".

Article 1er.

Cet article énumère certaines conditions générales que les bénéficiaires du projet, c'est-à-dire les déportés pour le travail obligatoire et les bénéficiares du statut des déportés, doivent remplir.

Ces conditions sont au nombre de trois :

1° posséder la nationalité belge;
2° avoir été soumis par l'ennemi ou par ses agents au travail obligatoire en Allemagne ou dans un pays occupé par l'Allemagne, autre que la Belgique, pendant la guerre 1940-1945;

.../...

3° n'avoir pu rentrer au foyer "à intervalles réguliers et rapprochés".

Cette dernière condition peut difficilement être considérée comme l'expression d'une règle de droit. Que faut-il entendre exactement par intervalles réguliers et rapprochés ? L'exposé des motifs ne donne aucune indication précise quant à la notion de "l'intervalle régulier et rapproché". L'exposé signale, mais à titre exemplatif semble-t-il, que cette disposition a pour but d'exclure du bénéfice de la loi notamment les travailleurs frontaliers. En réalité, il appartiendra aux commissions de contrôle et à la commission d'appel, qui disposeront à cet égard d'un large pouvoir d'interprétation, d'apprécier, suivant les circonstances de la cause, ce qu'il faut entendre par "intervalles réguliers et rapprochés".

Si telle est bien l'intention du gouvernement, il serait préférable d'inscrire cette règle parmi les causes d'exclusion obligatoires prévues à l'article 7 du projet.

Articles 2, 3 et 4.

L'article 2 énumère les personnes qui pourront prétendre au titre de déporté pour le travail obligatoire.

L'article 3 énumère les personnes qui pourront revendiquer la qualité de bénéficiaire du statut des déportés

Ni l'une, ni l'autre de ces énumérations ne sont complètes.

Il ressort, en effet, de l'article 4 que le titre de déporté pourra également être reconnu aux personnes soumises au travail obligatoire ensuite d'infractions commises en vue de la résistance patriotique et désintéressée à l'ennemi.

De même, la qualité de bénéficiaire du statut des déportés pourra être reconnue aux personnes soumises

.../...

au travail obligatoire ensuite d'infractions commises sans avoir eu en vue la résistance patriotique et désintéressée à l'ennemi.

D'autre part, l'article 2 prévoit, sous le 1°, une disposition étrangère à l'objet de l'article 2 et suivant laquelle un bénéficiaire du statut de déporté pourra, dans les conditions prévues, obtenir le titre de déporté. Cette disposition, telle qu'elle est proposée à l'article 2, 1°, ne peut se comprendre qu'après une lecture attentive des articles 3 et 4 du projet.

En raison de ces diverses considérations, il serait préférable, pour la clarté du projet, de limiter l'objet de l'article 2 à l'énumération des diverses catégories de personnes appelées à bénéficier du titre de déporté; l'article 3 serait réservé à l'énumération des diverses catégories de personnes qui peuvent prétendre à la qualité de bénéficiaire du statut des déportés.

Un article distinct devrait ensuite prévoir l'accession des bénéficiaires du statut des déportés à la catégorie des déportés.

L'article 4 est relatif aux personnes mises au travail en raison d'infractions commises au préjudice de l'ennemi ou de la collectivité belge. Suivant que l'infraction a été commise ou non en vue de la résistance patriotique et désintéresssée à l'ennemi, ces personnes pourront prétendre au titre de déporté ou à la qualité de bénéficiaire du statut des déportés.

Le Conseil d'Etat propose de s'inspirer, pour la détermination des actes accomplis en vue de la résistance, de l'arrêté-loi du 22 juin 1945, modifié par celui du 20 septembr 1945 relatif aux actes accomplis pendant l'oocupation ennemie en vue de soutenir l'action de la résistance.

En respectant la terminologie de ces arrêtés-lois, il serait possible de traduire exactement l'idée du gouvernement dans les termes suivants :

/

Auront droit au titre de déporté, les personnes soumises au travail "ensuite d'infractions commises, lorsque l'acte constitutif de l'infraction, en raison du mobile et du résultat poursuivi et possible, revêt le caractère d'un acte de résistance à l'ennemi".

De même,la qualité de bénéficiaire du statut des déportés sera reconnue aux personnes soumises au travail "ensuite d'infractions commises, lorsque l'acte constitutif de l'infraction, en raison du mobile et du résultat poursuivi et possible, ne revêt pas le caractère d'un acte de résistance à l'ennemi".

Les diverses considérations qui précèdent amènent le Conseil d'Etat à proposer, pour les articles 2, 3 et 4 du projet, la rédaction suivante :

"Article 2. (article 2 et article 4, alinéa 2, du projet)

Le titre de déporté pour le travail obligatoire est reconnu aux personnes soumises au travail :

1° ensuite de leur arrestation par l'ennemi ou par ses agents;

2° en exécution d'un ordre formel et écrit de l'ennemi ou de ses agents, fixant la date de leur départ pour le travail obligatoire;

3° lorsqu'elles se sont livrées à l'ennemi ou à ses agents en raison de l'arrestation d'un membre de leur famille, ou de recherches effectives de l'ennemi dont elles furent l'objet parce qu'elles n'avaient pas obtempéré aux convocations leur adressées par la "Werbestelle", dans le cadre des ordonnances allemandes sur le travail obligatoire;

4° ensuite d'infractions commises, lorsque l'acte constitutif de l'infraction, en raison du mobile et du résultat poursuivi et possible, revêt le caractère d'un acte de résistance à l'ennemi.

Article 3. (article 3 et article 4, alinéa 1er du projet)

La qualité de bénéficiaire du statut des déportés est reconnue aux personnes soumises au travail :

1° postérieurement à leur comparution devant les services de mise au travail en exécution des ordonnances allemandes des 6 mars et 6 octobre 1942, alors qu'il n'est pas établi qu'elles répondent à l'une des conditions prévues à l'article 2;

2° ensuite d'un engagement de travail pour l'ennemi auquel elles ont souscrit en raison de la suppression de leurs allocations ou secours, décidée par le directeur de l'office régional du travail, pour refus de travail au profit de l'ennemi;

3° ensuite d'infractions commises, lorsque l'acte constitutif de l'infraction, en raison du mobile et du résultat poursuivi et possible, ne revêt pas le caractère d'un acte de résistance à l'ennemi.

Article 4.- (article 2, alinéa 3, du projet)

Les personnes visées à l'article 3 qui, à la faveur d'un retour en Belgique, se sont soustraites au travail obligatoire et qui ont été arrêtées et remises au travail par l'ennemi ou par ses agents, ne peuvent prétendre au titre de déporté que pour la période de travail suivant leur arrestation.".

./...

La rédaction de l'article 6 du projet est défectueuse. Le texte suivant est proposé :

" Les personnes visées aux articles 2 et 3 doivent avoir la qualité de Belge au moment de leur arrestation ou de leur départ pour l'étranger; elles doivent également avoir cette qualité au moment où elles introduisent la demande en vue de bénéficier de la présente loi ou au moment de leur décès, dans le cas prévu à l'article 5.".

L'article 7 énumère les catégories de personnes exclues du bénéfice de la loi. Ce sont notamment les personnes condamnées pour crime ou délit contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat "après le 30 octobre 1940".

L'exposé des motifs du projet ne contient aucune explication quant à la justification de la date du 30 octobre 1940. Sans doute, le projet ne fait que reprendre textuellement la disposition qui fait l'objet de l'article 3, 1°, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Le Conseil d'Etat signale toutefois que c'est la date du 31 octobre 1940 qui a été retenue dans l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires, dans la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit ainsi que dans la loi du 1er septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine.

Parmi les personnes exclues du bénéfice de la loi figurent encore les personnes condamnées à l'étranger en raison "d'une activité de collaboration avec l'ennemi" (article 7, 4°, du projet).

../..

Le Conseil d'Etat s'abstient de proposer une modification à la formule "activité de collaboration avec l'ennemi", cette formule se retrouvant non seulement dans l'article 3, 3°, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 relatif au statut des déportés, mais encore dans le statut des résistants civils et des réfractaires, dans le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit ainsi que dans le statut des résistants par la presse clandestine.

Au point de vue de la forme, il serait préférable d'énumérer dans l'article 7 les diverses causes d'exclusion les unes à la suite des autres et d'insérer les dispositions spéciales, qui font respectivement l'objet du 4° et du 5° de l'article 7, dans deux articles distincts.

Enfin, il conviendrait, si les suggestions formulées à l'occasion de l'examen de l'article 1er sont retenues, de prévoir une sixième cause d'exclusion relative aux personnes qui ont pu rentrer dans leurs foyers à des intervalles réguliers et rapprochés.

L'article 8, 1°, range parmi les causes d'exclusion facultative toute condamnation à une peine correctionnelle pour des fautes commises après le 10 mai 1940.

Il ressort de cette disposition qu'une condamnation à une amende de 26 francs pourrait entraîner l'exclusion totale et définitive du bénéfice du projet. L'article 8, 1°, présente, à cet égard, une différence profonde avec la disposition de l'article 4, 1°, de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, qui ne permettait l'exclusion que des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement supérieure à 5 ans pour des délits déterminés et pour autant que les faits incriminés se soient passés après la date à partir de laquelle l'intéressé peut revendiquer la qualité de déporté.

../..

L'article 9 permet aux cours et tribunaux de prononcer l'interdiction à perpétuité ou à temps des droits prévus par le projet en faveur des déportés et des bénéficiaires du statut des déportés.

Cette disposition confère aux cours et tribunaux des pouvoirs extrêmement larges, sans distinguer entre les condamnés à une peine criminelle et les condamnés correctionnels.

Suivant l'exposé des motifs, l'article 9 du projet "dit en termes plus adéquats ce qu'exprimait l'article 5 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946".

En réalité, le projet présente, par rapport à l'article 5 précité, une différence considérable. En effet, suivant l'article 5 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946, seule une condamnation, dans les cas prévus par les articles 3 et 4, 1°, de cet arrêté-loi, permet aux cours et tribunaux de prononcer la déchéance.

Il conviendrait de modifier en conséquence soit l'article 9 du projet, soit la partie de l'exposé des motifs qui s'y rapporte.

L'article 10 est relatif à la composition des commissions de contrôle et de la commission d'appel, à leur compétence et à la procédure. Cette disposition ne donne lieu qu'à des remarques relatives à la forme et à la présentation.

./...

L'article 11 crée la médaille de déporté pour le travail obligatoire. L'alinéa 2 de cet article, aux termes duquel la section V du chapitre II du livre Ier du Code pénal est applicable, peut être omis sans inconvénient. Il est hors de doute, en effet, que la médaille de déporté est une décoration au sens de l'article 31, 3°, du Code pénal.

L'article 12 du projet réserve aux déportés pour le travail obligatoire le bénéfice "de toutes dispositions légales, budgétaires ou réglementaires, fondées sur un principe de reconnaissance nationale et prévoyant des avantages en faveur des déportés pour le travail obligatoire".

La formule "dispositions légales , budgétaires ou réglementaires fondées sur un principe de reconnaissance nationale" manque de précision. Cette imprécision est toutefois corrigée par l'énumération, non limitative, prévue à l'article 12, alinéa 2,du projet. Il serait néanmoins préférable, pour éviter toute discussion sur la portée de l'article 12, alinéa 1er,du projet, d'énumérer les diverses lois qui, dans l'intention du gouvernement, doivent être rendues applicables aux déportés pour le travail obligatoire, à l'exclusion des bénéficiaires du statut des déportés.

A l'avenir, il appartiendra de préciser avec soin si la faveur ou l'avantage prévu est accordé aux déportés pour le travail obligatoire, aux bénéficiaires du statut des déportés ou aux deux catégories de bénéficiaires de la loi.

Dans la nouvelle rédaction qui sera proposée pour l'article 14, in fine de cet avis, la référence à l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, organisant le Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires, a été omise et remplacée par une référence d'ordre général relative à la réglementation en matière de réadaptation professionnelle des chômeurs involontaires.

L'article 18 du projet dispose qu'un crédit spécial sera inscrit au budget du ministre ayant les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions, pour permettre aux fédérations de déportés reconnues d'accorder aux bénéficiaires du statut des déportés une assistance sociale analogue à celle, dispensée par l'Oeuvre nationale des anciens combattants aux personnes à qui le titre de déporté a été reconnu.

Il semble peu indiqué d'inscrire dans une loi un engagement à prévoir des crédits dans les lois budgétaires futures.

En réalité, l'article 18 du projet semble inutile et pourrait être omis. Il appartiendra au gouvernement de proposer, lors du dépôt des lois budgétaires, les crédits nécessaires à réaliser l'objet prévu par l'article 18 du projet.

Si néanmoins le gouvernement estime devoir maintenir l'article 18, cette disposition pourrait être rédigée comme suit :

" Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cette fin, les fédérations de déportés reconnues pourront accorder aux bénéficiaires du statut des déportés pour le travail

../..

obligatoire une assistance sociale analogue à celle, dispensée par l'Oeuvre nationale des anciens combattants aux personnes à qui le titre de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-45 a été reconnu.".

Article 21.-

L'article 21 est relatif à la revision des décisions rendues soit par les commissions de contrôle, soit par la commission d'appel.

D'une part, une revision est prévue soit pour erreur de fait, soit sur production d'éléments nouveaux justifiant cette revision. Celle-ci peut être provoquée, sans condition de délai, tant par le ministre que par l'intéressé lui-même.

D'autre part, le ministre, à l'exclusion de l'intéressé, peut, lorsque tous les délais de recours sont expirés, faire reviser les décisions entachées d'erreur par suite de violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité ou par suite d'excès ou de détournement de pouvoir.

Dans l'un et dans l'autre cas, l'instance qui a rendu la décision est appelée à se prononcer sur cette revision et sa décision est susceptible de recours devant les instances supérieures.

Le Conseil d'Etat estime qu'il convient de distinguer avec précision ces deux revisions, la seconde revêtant les aspects d'un recours en annulation dans l'intérêt de la loi. En ce qui concerne ce dernier recours, il n'est dès lors pas indiqué de confier aux commissions de contrôle ou d'appel la mission de statuer sur la violation des

../..

formes substantielles ou prescrites à peine de nullité ou sur les excès ou détournements de pouvoir. Une telle disposition ne se concilierait pas avec l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 qui confie au Conseil d'Etat la mission de statuer sur les recours en annulation pour violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de scinder l'article 21 en deux dispositions distinctes.

La première serait relative à la revision pour erreur de fait ou sur production d'éléments nouveaux. Elle pourrait être libellée comme suit :

" Toute décision peut être revisée sans condition de délai, soit pour erreur de fait, soit sur production d'éléments nouveaux justifiant la revision.

La revision est provoquée soit à l'initiative du ministre compétent, soit à la demande de l'intéressé, notifiée au ministre par lettre recommandée à la poste.

La commission de contrôle ou la commission d'appel qui a rendu la décision statue sur la demande en revision. La décision rendue est susceptible de recours.".

La seconde disposition organiserait le recours en annulation dans l'intérêt de la loi. Ce recours, qui pourrait être suspensif quant au paiement des allocations, permettrait au ministre de déférer au Conseil d'Etat, sans condition de délai, toute décision définitive susceptible d'annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

Cette disposition pourrait être libellée comme suit :

../..

" Le ministre peut, sans condition de délai, déférer au Conseil d'Etat les décisions exécutoires qui auront été rendues par les commissions prévues à l'article ... de la présente loi, lorsque ces décisions sont susceptibles d'annulation pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

Lorsque l'annulation est prononcée, l'affaire est renvoyée devant la commission qui a rendu la décision.

Le recours introduit par le ministre, conformément au présent article, suspend le paiement des allocations et des avantages pécuniaires prévus par la présente loi.".

Article 22.-

L'exposé des motifs précise que l'intention du gouvernement est de réputer valables pour l'application du projet, les demandes introduites avant la publication de la loi pour bénéficier soit de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire, soit de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, soit enfin de l'article 2 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires.

Il doit en être ainsi, suivant l'exposé des motifs, même si ces demandes ont été introduites tardivement au regard des diverses lois citées.

Le texte proposé ne traduit pas cette intention avec une précision suffisante.

La rédaction suivante est proposée :

"Sont réputées valables pour l'application de la présente loi les demandes introduites, même tardivement, avant la mise en vigueur de la présente loi, pour bénéficier soit de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, soit de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, soit de l'article 2 de l'arrêté-loi du

../..

24 décembre 1946, organisant le statut des résistants civils et des réfractaires.".

Article 23.-

Cette disposition, telle qu'elle est formulée, a pour objet de maintenir en vigueur, jusqu'à la publication des arrêtés royaux à prendre en exécution de l'article 10 du projet, la réglementation fondée sur la législation abrogée.

Cette disposition paraît inutile dans la mesure où les arrêtés royaux fondés sur la législation abrogée trouvent un nouveau fondement légal dans la législation nouvelle. Elle offre, par contre, le grave inconvénient de consacrer législativement des arrêtés royaux et même des arrêtés ministériels, notamment l'arrêté ministériel du 20 août 1948 relatif à la commission de contrôle d'appel, l'arrêté ministériel du 20 août 1948 relatif aux commissions de contrôle, modifié par l'arrêté ministériel du 19 mai 1950, et l'arrêté ministériel du 24 juin 1949 relatif à la carte de déporté.

Il pourrait être remédié à ces inconvénients, tout en assurant la continuité des travaux des commissions de contrôle et de la commission d'appel, en permettant au Roi de fixer la date de la mise en vigueur de la loi. Cette date pourrait alors coïncider avec celle de la mise en vigueur des différents arrêtés royaux d'exécution.

Si cette suggestion était retenue, il serait nécessaire de prévoir un article ainsi conçu :

"La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi".

Il conviendrait également de substituer, dans toutes les dispositions du projet, la mention de la date de la mise en vigueur de la loi à celle de la date de la publication de la loi.

Le projet soulève encore de nombreuses remarques de forme et de présentation tant dans le texte français que dans le texte néerlandais. Il a été tenu compte de ces remarques dans le projet reproduit ci-après :

PROJET DE LOI.

LEOPOLD III, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de notre Ministre de la Reconstruction,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Reconstruction est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I.

Des déportés pour le travail obligatoire et des bénéficiaires du statut des déportés.

Article 1er.-

La présente loi est applicable aux personnes

./....

de nationalité belge qui, dans les conditions fixées ci-après, ont été soumises par l'ennemi ou par ses agents au travail obligatoire en Allemagne ou dans un pays occupé par l'Allemagne, autre que la Belgique, pendant la guerre 1940-1945.

Article 2.- (article 2 et article 4, alinéa 2, du projet)

Le titre de déporté pour le travail obligatoire est reconnu aux personnes soumises au travail :

1° ensuite de leur arrestation par l'ennemi ou par ses agents;

2° en exécution d'un ordre formel et écrit de l'ennemi ou de ses agents, fixant la date de leur départ pour le travail obligatoire;

3° lorsqu'elles se sont livrées à l'ennemi ou à ses agents en raison de l'arrestation d'un membre de leur famille, ou de recherches effectives de l'ennemi dont elles furent l'objet parce qu'elles n'avaient pas obtempéré aux convocations leur adressées par la "Werbestelle", dans le cadre des ordonnances allemandes sur le travail obligatoire;

4° ensuite d'infractions commises, lorsque l'acte constitutif de l'infraction, en raison du mobile et du résultat poursuivi et possible, revêt le caractère d'un acte de résistance à l'ennemi.

Article 3.- (article 3 et article 4, alinéa 1er, du projet)

La qualité de bénéficiaire du statut des déportés est reconnue aux personnes soumises au travail :

1° postérieurement à leur comparution devant les services de mise au travail en exécution des ordonnances allemandes des 6 mars et 6 octobre 1942, alors qu'il n'est pas établi qu'elles répondent à l'une des conditions prévues à l'article 2;

2° ensuite d'un engagement de travail pour l'ennemi auquel elles ont souscrit en raison de la suppression de leurs allocations ou secours, décidée par le directeur de l'office régional du travail, pour refus de travail au profit de l'ennemi;

3° ensuite d'infractions commises, lorsque l'acte constitutif de l'infraction, en raison du mobile et du résultat poursuivi et possible, ne revêt pas le caractère d'un acte de résistance à l'ennemi.

Article 4.- (article 2, alinéa 3, du projet)

Les personnes visées à l'article 3 qui, à la faveur d'un retour en Belgique, se sont soustraites au travail obligatoire et qui ont été arrêtées et remises au travail par l'ennemi ou par ses agents, ne peuvent prétendre au titre de déporté que pour la période de travail suivant leur arrestation.

Article 5.-

Le titre de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 ou la qualité de bénéficiaire du statut des déportés peuvent être reconnus à titre posthume, à la demande de toute personne qui justifie d'un intérêt à cette fin.

./...

Article 6.-

Les personnes visées aux articles 2 et 3 doivent avoir la qualité de Belge au moment de leur arrestation ou de leur départ pour l'étranger; elles doivent également avoir cette qualité au moment où elles introduisent la demande en vue de bénéficier de la présente loi ou au moment de leur décès, dans le cas prévu à l'article 5.

Article 7.-

Sont exclues de l'application de la présente loi :

1° les personnes condamnées pour crime ou délit contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat après le 30 (31) octobre 1940;

2° les personnes déchues à perpétuité ou à temps des droits prévus à l'article 123 sexies du Code pénal, en vertu des dispositions légales relatives à l'épuration civique;

3° les personnes condamnées à une peine criminelle;

4° les personnes condamnées à l'étranger en raison d'une activité de collaboration avec l'ennemi;

5° les personnes ayant volontairement travaillé pour l'ennemi;

6° les personnes qui ont pu rentrer dans leur foyer à des intervalles réguliers et rapprochés.

./....

Article 8.- (article 7, 5°, du projet)

Pour l'application de l'article 7, 5° de la présente loi, sont présumées, jusqu'à preuve contraire, avoir travaillé volontairement pour l'ennemi, les personnes qui, avant la date du 6 octobre 1942, ont été employées comme travailleurs en Allemagne ou dans un pays occupé par l'Allemagne autre que la Belgique ou le Nord de la France, et celles qui, avant la date du 6 mars 1942, ont été employées comme travailleurs en Belgique et dans le Nord de la France, dans des services allemands ou des usines et entreprises à caractère exclusivement militaire.

A l'exception des personnes arrêtées par l'ennemi, il en est de même de celles qui, n'appartenant pas aux classes 1920 à 1924 incluse, ont été mises au travail en Allemagne après la date du 6 septembre 1943.

Article 9.- (article 8 du projet)

Pourront être exclues de l'application de la présente loi :

1° les personnes condamnées à une peine correctionnelle, pour autant que l'infraction ait été commise après le 10 mai 1940;

2° les personnes qui auront particulièrement démérité en raison d'actes commis au préjudice de leurs compagnons ou de la collectivité belge.

./....

CHAPITRE II.

Des droits et avantages des déportés pour le travail obligatoire.

Article 10.- (article 11 du projet)

Il est créé une médaille de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Cette décoration est attribuée aux personnes auxquelles le titre de déporté a été reconnu.

Article 11.-(article 12 du projet)(1)

Le bénéfice des dispositions légales et réglementaires, fondées sur un principe de reconnaissance nationale, qui prévoient des avantages en faveur des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, est réservé aux personnes auxquelles le titre de déporté a été reconnu.

Il en est ainsi notamment en ce qui concerne l'arrêté-loi du 27 février 1947 modifiant l'article 12 de l'arrêté-loi du 25 juin 1946 remettant en vigueur le régime normal de la loi de milice, la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relative au droit de priorité pour l'accession aux emplois publics, la loi du 28 juillet 1948 prescrivant l'inscription en marge de certains actes de décès de la mention "Mort pour la Belgique" et les interventions de l'Oeuvre nationale des anciens combattants.

---

(1) Sous réserve de la remarque formulée dans l'avis.

Article 12.- (article 14 du projet)

Les déportés pour le travail obligatoire peuvent bénéficier, à leur demande, d'un apprentissage professionnel aux frais de l'Etat.

Cet apprentissage a pour but soit de les initier à un métier s'ils n'en exerçaient aucun, soit de les réadapter à leur propre métier, soit de les instruire dans d'autres métiers que le leur.

L'Etat paie aux déportés qui ont invoqué le bénéfice du présent article les allocations et primes prévues par les dispositions réglementaires en matière de réadaptation professionnelle des chômeurs involontaires.

Ces primes et allocations peuvent être accordées à titre provisionnel aux personnes qui ont introduit une demande de reconnaissance comme déporté.

Les allocations et primes accordées à titre provisionnel ne doivent être remboursées à l'Etat qu'en cas de rejet de la demande pour fausses déclarations de l'intéressé.

../..

Article 13.- (article 15 du projet)

Sans préjudice des dispositions déjà prévues en leur faveur par les lois coordonnées sur les pensions de réparation, les déportés pour le travail obligatoire peuvent faire valoir leurs droits à la pension pour victimes civiles, selon les modalités prévues par la législation relative aux pensions aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

Article 14.- (article 16 du projet)

Il est créé une carte de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

CHAPITRE III.

Des droits et avantages des bénéficiaires du statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Article 15.- (article 17 du projet)

Les bénéficiaires du statut des déportés pour le travail obligatoire peuvent faire valoir leurs droits à la pension pour victimes civiles, selon les modalités prévues par la législation relative aux pensions aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

Article 16.- (article 18 du projet)

Dans les limites des crédits budgétaires prévus à cette fin, les fédérations de déportés reconnues pourront accorder aux bénéficiaires du statut des déportés pour le travail obligatoire une assistance sociale analogue à celle dispensée par l'Oeuvre nationale des anciens combattants aux personnes à qui le titre de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 a été reconnu.

../..

Article 17.- (article 19 du projet)

Il est créé une carte de bénéficiaire du statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

CHAPITRE IV.

De la procédure.

Article 18.- (article 10 du projet)

Des commissions de contrôle, dont le nombre est fixé par le Roi, et une commission d'appel sont chargées :

1° de vérifier l'existence des conditions nécessaires à la reconnaissance du titre de déporté ou de la qualité de bénéficiaire du statut des déportés;

2° de déterminer la durée pendant laquelle les personnes visées aux articles 2 et 3 ont été soumises au travail obligatoire au sens de la présente loi, en distinguant éventuellement le temps passé comme déporté et celui passé comme bénéficiaire du statut des déportés.

Le Roi nomme les membres de ces commissions qui comprennent un magistrat et quatre membres, dont deux sur la proposition des associations de déportés pour le travail obligatoire reconnues par le Roi.

Le Roi règle la compétence territoriale des commissions et la procédure devant celles-ci.

../..

Article 19.- (article 20 du projet)

Les demandes de reconnaissance du titre de déporté ou de la qualité de bénéficiaire du statut des déportés, y compris celles prévues à l'article 5 de la présente loi, doivent être introduites par lettre recommandée à la poste, adressée au ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions.

Article 20.- (article 20 du projet)

Les demandes sont rédigées en langue néerlandaise ou française.

Les personnes domiciliées dans les communes de langue allemande des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith peuvent établir leur demande en langue allemande.

Article 21.- (article 20 du projet)

Sauf cas de force majeure, les demandes doivent être introduites dans un délai d'un an à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

Article 22.- (article 7, 4°, du projet)

L'examen des demandes introduites par les personnes à charge de qui des poursuites sont entamées de l'un des chefs prévus aux 1°, 2° et 4° de l'article 7 ou du chef d'une infraction pouvant entraîner une peine criminelle, est tenu en suspens jusqu'à décision coulée en force de chose jugée.

Article 23.- (article 21, alinéas 1er et 2, du projet)

Toute décision peut être revisée, sans condition de délai, soit pour erreur de fait, soit sur production d'éléments nouveaux justifiant la revision.

La revision est provoquée soit à l'initiative du ministre compétent, soit à la demande de l'intéressé, notifiée au ministre par lettre recommandée à la poste.

La commission de contrôle ou la commission d'appel qui a rendu la décision statue sur la demande en revision. La décision rendue est susceptible de recours.

Article 24.- (article 21, alinéas 3 et 4, du projet)

Le ministre peut, sans condition de délai, déférer au Conseil d'Etat les décisions exécutoires qui auront été rendues par les commissions prévues à l'article 18 de la présente loi, lorsque ces décisions sont susceptibles d'annulation pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

Lorsque l'annulation est prononcée, l'affaire est renvoyée devant la commission qui a rendu la décision.

Le recours introduit par le ministre, conformément au présent article, suspend le paiement des allocations et des avantages pécuniaires prévus par la présente loi.

Article 25.- (article 9 du projet) (1)

Dans les arrêts et jugements rendus postérieurement à la reconnaissance du titre ou de la qualité de bénéficiaire du statut visés aux articles 2 et 3 de la présente loi, les cours et tribunaux pourront interdire aux condamnés, soit à perpétuité, soit à temps, l'exercice des droits énumérés dans la présente loi.

../..

(1) Sous réserve de la remarque formulée dans l'avis.

CHAPITRE V.

Dispositions finales.

Article 26.- (article 22 du projet)

Sont réputées valables pour l'application de la présente loi les demandes introduites, même tardivement, avant la mise en vigueur de la présente loi, pour bénéficier soit de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, soit de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifiée par la loi du 31 mars 1949, soit de l'article 2 l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires.

Article 27.- (article 24 du projet)

La présente loi est applicable aux demandes en cours d'instance.

Les décisions, rendues en exécution de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, seront revisées conformément aux dispositions de la présente loi, soit en tout temps, à la demande du ministre qui a les intérêts des victimes de la guerre dans ses attributions, soit moyennant demande des intéressés introduite, sauf cas de force majeure, dans un délai d'un an à dater de la mise en vigueur de la présente loi.

Le dernier alinéa de l'article 23 est applicable à la revision prévue par la présente disposition.

Article 28.- (nouveau)

La présente loi entre en vigueur à la date fixée par le Roi.

Article 29.- (article 25 du projet)

L'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, est abrogé.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Reconstruction,

Volgens de opzet van het ontwerp zal de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid, volgens het stelsel der besluitwet van 24 December 1946 uitsluitend gegeven aan de personen die ter uitvoering van een schriftelijk en formeel bevel van de vijand tot verplichte arbeid werden gedwongen en aan de personen die door de vijand werden weggevoerd zonder zich aan zijn bevelen te hebben kunnen onttrekken, eveneens kunnen toegekend worden aan degenen, die zich aan de vijand hebben overgeleverd wegens de aanhouding van een familielid of omdat zij zelf werkelijk door de vijand werden opgespoord, alsook aan hen die door de vijand werden tewerkgesteld ingevolge misdrijven met het oog op het verzet gepleegd.

Voorts voert het ontwerp een geheel nieuw regime in voor een categorie van personen, die weliswaar geen aanspraak kunnen maken op de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid noch op de voordelen volgens het ontwerp aan die titel verbonden, maar die toch de hoedanigheid van "rechthebbende als bedoeld in de wet", evenals de rechten en voordelen daaraan volgens het ontwerp verbonden, voor zich kunnen opeisen. Die bijzondere categorie van gerechtigden van de wet wordt in artikel 3 van het ontwerp aangeduid met de benaming: "rechthebbenden, als bedoeld in de wet".

Ten slotte bepaalt het ontwerp dat de "rechthebbenden, als bedoeld in de wet", in de betekenis van artikel 3 van het ontwerp, mogen aanspraak maken op de titel van "gedeporteerde voor verplichte arbeid", wanneer zij, gebruik makend van een terugkeer naar België, zich aan de verplichte arbeid hebben onttrokken en door de vijand zijn aangehouden en opnieuw tewerkgesteld. In dat geval kunnen de gerechtigden van de wet de titel van gedeporteerde krijgen voor de

.../...

arbeidsperiode die op hun aanhouding is gevolgd, terwijl zij de hoedanigheid van "rechthebbende, als bedoeld in de wet" en de daaraan verbonden voordelen behouden ten aanzien van de periode vóór hun aanhouding.

De benaming "rechthebbende, als bedoeld in de wet", waarmede in het ontwerp een deel der gerechtigden van de wet wordt aangeduid, is natuurlijk dubbelzinnig. Het ontwerp gebruikt overigens niet overal helemaal dezelfde formule. Zo luidt de titel van hoofdstuk I van het ontwerp: "Van de gedeporteerden en de rechthebbenden". Die titel heeft zowel betrekking op de personen die luidens artikel 2 recht hebben op de titel van gedeporteerde, als op hen die luidens artikel 3 recht hebben op de hoedanigheid van "rechthebbende, als bedoeld in deze wet".

In artikel 6 echter bedoelt men met "genot van onderhavig statuut" het voordeel van al de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben zowel op het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid als op de rechten en voordelen, bepaald voor de categorie van verplicht tewerkgestelden die in artikel 3 "rechthebbenden, als bedoeld in deze wet" worden genoemd.

In artikel 10 van het ontwerp worden met de benaming "rechthebbenden op onderhavig statuut" blijkbaar bedoeld de gerechtigden van deze wet in de betekenis van artikel 3, namelijk de verplicht tewerkgestelden met uitsluiting van de gedeporteerden. In hoofdstuk IV, waarvan de titel luidt: "Van de rechten en voordelen der rechthebbenden op het statuut der gedeporteerden tot de verplichte tewerkstelling", zijn eveneens de personen bedoeld, die volgens artikel 3 van het ontwerp recht hebben op de hoedanigheid van "rechthebbende, als bedoeld in deze wet".

.../...

Voor de duidelijkheid van het ontwerp acht de Raad van State een vaste terminologie onmisbaar. Hij stelt voor, de titel van "gedeporteerde voor verplichte arbeid" uitsluitend te gebruiken voor de gerechtigden waarvan sprake in artikel 2 van het ontwerp, en de benaming "gerechtigde van het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid" enkel voor de arbeiders waarvan sprake in artikel 3 van het ontwerp.

Bijgevolg, en onder voorbehoud van de andere opmerkingen welke de Raad van State bij het onderzoek van de artikelen nog zal te maken hebben, zou hoofdstuk I de volgende titel moeten krijgen : "Gedeporteerden voor verplichte arbeid en gerechtigden van het statuut der gedeporteerden".

De artikelen 2 en 3 zouden onderscheidenlijk als volgt moeten luiden :

" Artikel 2.- De titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid wordt toegekend aan de personen die .....

Artikel 3.- De hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden wordt toegekend aan de personen die .....".

In artikel 5 vervange men de uitdrukking "hoedanigheid van rechthebbende, als bedoeld in deze wet" door : "hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden".

In artikel 6 vervange men de uitdrukking:"om het genot van onderhavig statuut" door: "om voor deze wet in aanmerking te komen".

.../...

Ten slotte vervange men in artikel 10 de uitdrukking: "of de erkenning van de hoedanigheid van rechthebbende op onderhavig statuut" door : "of van de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden".

\+

\+ \+

Artikel 1.-

Dit artikel somt bepaalde algemene voorwaarden op, te vervullen door degenen die voor dit ontwerp in aanmerking komen, namelijk de gedeporteerden voor verplichte arbeid en de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden.

Die voorwaarden zijn de volgende drie :

1° de Belgische nationaliteit bezitten;

2° tijdens de oorlog 1940-1945 door de vijand of diens handlangers verplicht tewerkgesteld geweest zijn in Duitsland of in een ander land dan België dat door Duitsland werd bezet;

3° niet "op geregelde en kort op elkaar volgende tijdstippen" huiswaarts hebben kunnen keren.

Laatstgenoemde voorwaarde kan bezwaarlijk als de uitdrukking van een rechtsregel worden beschouwd. Welke is de juiste betekenis van geregelde en kort op elkaar volgende tijdstippen? In de memorie van toelichting vindt men geen nauwkeurige aanwijzing betreffende het begrip "geregelde en kort op elkaar volgende tijdstippen".

.../...

Wel wordt er gezegd, maar blijkbaar alleen bij wijze van voorbeeld, dat die bepaling tot doel heeft onder meer de grensarbeiders van het voordeel van de wet uit te sluiten. In werkelijkheid zullen de contrôlecommissies en de commissie van beroep, die terzake over ruime bevoegdheid tot interpreteren zullen beschikken, te oordelen hebben wat, naar gelang van de omstandigheden van het geval, onder "geregelde en kort op elkaar volgende tijdstippen" moet worden verstaan.

Is dat wel degelijk de bedoeling van de regering, dan zou die regel beter worden opgenomen onder de in artikel 7 van het ontwerp genoemde gronden die tot uitsluiting verplichten.

Artikelen 2, 3 en 4.-

Artikel 2 geeft een opsomming van de personen die op de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid aanspraak kunnen maken.

Artikel 3 geeft een opsomming van de personen die aanspraak kunnen maken op de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden.

In geen van beide gevallen is de opsomming volledig.

Uit artikel 4 blijkt immers, dat de titel van gedeporteerde eveneens kan worden toegekend aan degenen, die tot verplichte arbeid werden gedwongen ingevolge misdrijven, gepleegd "met het oog op het vaderlands en belangloos verzet tegen de vijand".

.../...

Evenzo kan de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden worden toegekend aan hen, die tot verplichte arbeid werden gedwongen ingevolge misdrijven, gepleegd zonder het vaderlandlievend en belangeloos verzet tegen de vijand op het oog te hebben gehad.

Voorts staat in artikel 2 onder 1° een bepaling zonder verband met het voorwerp van artikel 2, volgens welke een gerechtigde van het statuut van weggevoerde in de bepaalde omstandigheden de titel van gedeporteerde kan bekomen. Zoals die bepaling in artikel 2, 1°, wordt voorgesteld, kan zij slechts begrepen worden na aandachtige lezing van de artikelen 3 en 4 van het ontwerp.

Op grond van al die overwegingen, ware het voor de duidelijkheid van het ontwerp beter, artikel 2 te beperken tot de opsomming van de verschillende categorieën van personen die de titel van gedeporteerde kunnen krijgen en artikel 3 tot de opsomming van de verschillende categorieën van personen die op de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden aanspraak kunnen maken.

Ten slotte dient in een afzonderlijk artikel het overgaan van de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden naar de categorie der gedeporteerden te worden bepaald.

Artikel 4 heeft betrekking op de personen die tewerkgesteld werden wegens misdrijven ten nadele van de vijand of van de Belgische gemeenschap. Naargelang het misdrijf al dan niet met het oog op het vaderlandlievend en belangeloos verzet tegen de vijand is gepleegd, kunnen die personen aanspraak maken op de titel van gedeporteerde of op de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden.

.../...

Om vast te stellen welke handelingen met het oog op het verzet zijn gepleegd, stelt de Raad van State voor, zich te laten leiden door de besluitwet van 22 Juni 1945, gewijzigd bij die van 20 September 1945, betreffende de daden die tijdens de vijandelijke bezetting werden gesteld om de actie van de weerstand te steunen.

Met inachtneming van de terminologie van die besluitwetten,is het mogelijk de opvatting van de regering juist te verwoorden als volgt :

" Op de titel van gedeporteerde hebben recht de personen tewerkgesteld wegens gepleegde misdrijven, wanneer de daad waarin het misdrijf bestaat, op grond van de beweegreden en van de beoogde en mogelijke uitslag, het karakter aanneemt van een daad van verzet tegen de vijand.".

Evenzo wordt de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden toegekend aan de personen die werden tewerkgesteld "wegens gepleegde misdrijven, wanneer de daad waarin het misdrijf bestaat, op grond van de beweegreden en van de beoogde en mogelijke uitslag, niet het karakter aanneemt van een daad van verzet tegen de vijand".

Aansluitend aan de bovenstaande overwegingen, stelt de Raad van State voor, de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp als volgt te doen luiden :

.../...

" Artikel 2.- (artikel 2 en artikel 4, tweede lid, van het ontwerp).

De titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid wordt toegekend aan de personen die werden tewerkgesteld :

1° ingevolge hun aanhouding door de vijand of door zijn handlangers;

2° ter uitvoering van een formeel en schriftelijk bevel van de vijand of zijn handlangers, waarbij de datum van hun vertrek voor verplichte arbeid wordt vastgesteld;

3° wanneer zij zich aan de vijand of diens handlangers overgegeven hebben wegens de aanhouding van een familielid of wegens het feit dat zij zelf werkelijk door de vijand opgespoord werden, omdat zij geen gevolg gegeven hadden aan de oproepingsbrieven door de "Werbestelle" in het kader van de Duitse verordeningen op de verplichte arbeid aan hen gericht;

4° wegens gepleegde misdrijven, wanneer de daad waarin het misdrijf bestaat, op grond van de beweegreden en van de beoogde en mogelijke uitslag, het karakter aanneemt van een daad van verzet tegen de vijand.

Artikel 3.- (artikel 3 en artikel 4, eerste lid, van het ontwerp).

De hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden wordt toegekend aan de personen die werden tewerkgesteld :

.../...

1° nadat zij ter uitvoering van de Duitse verordeningen van 6 Maart en 6 October 1942 voor de diensten voor tewerkstelling waren verschenen, terwijl het niet bewezen is dat ze een van de in artikel 2 bepaalde voorwaarden vervullen ;

2° ingevolge een verbintenis tot arbeid voor de vijand, door hen ondertekend wegens de intrekking van hun uitkeringen of steun bij beslissing van de directeur van het gewestelijk Arbeidsambt, op grond van hun weigering voor de vijand te werken;

3° wegens gepleegde misdrijven, wanneer de daad waarin het misdrijf bestaat, op grond van de beweegreden en van de beoogde en mogelijke uitslag, niet het karakter aanneemt van een daad van verzet tegen de vijand.

Artikel 4.- (artikel 2, derde lid, van het ontwerp).

De in artikel 3 genoemde personen die, gebruik makend van een terugkeer naar België, zich aan de verplichte arbeid hebben onttrokken en door de vijand of zijn handlangers werden aangehouden en opnieuw tewerkgesteld, kunnen enkel voor de werkperiode die op hun aanhouding gevolgd is op de titel van gedeporteerde aanspraak maken.".

Artikel 6 van het ontwerp is gebrekkig gesteld. De volgende tekst wordt voorgesteld :

" De in de artikelen 2 en 3 genoemde personen moeten de staat van Belg bezitten op het ogenblik van hun aanhouding of van hun vertrek naar het buitenland;

.../...

zij moeten die staat eveneens bezitten op het ogenblik dat zij de aanvraag om voor deze wet in aanmerking te komen, indienen of, in het geval waarvan sprake in artikel 5, op het ogenblik van hun overlijden.".

Artikel 7 geeft een opsomming van de categorieën van personen die van het voordeel van de wet zijn uitgesloten. Het zijn onder meer de personen die "na 30 October 1940" werden veroordeeld wegens een misdaad of wanbedrijf tegen de uitwendige of inwendige veiligheid van de Staat.

In de memorie van toelichting vindt men geen verklaring om de datum van 30 October 1940 te verantwoorden. Weliswaar herhaalt het ontwerp slechts woordelijk het bepaalde in artikel 3, 1°, van de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945.

De Raad van State wijst er evenwel op dat als datum 31 October 1940 is aangenomen in de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht, in de wet van 26 Februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, en in de wet van 1 September 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers.

Onder de personen die van het voordeel van de wet zijn uitgesloten, komen verder degenen voor, die in het buitenland wegens "een daad van samenwerking met de vijand" zijn veroordeeld (artikel 7, 4°, van het ontwerp).

.../...

De Raad van State onthoudt er zich van, de uitdrukking "daad van samenwerking met de vijand" te wijzigen, omdat die formule verder niet alleen wordt aangetroffen in artikel 3, 3°, van de besluitwet van 24 December 1946 betreffende het statuut der gedeporteerden, maar ook in het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars, in het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, alsmede in het statuut van de weerstanders door de sluikpers.

Wat de vorm betreft, is het verkieslijk in artikel 7 de verschillende gronden tot uitsluiting na elkaar op te sommen en de bijzondere bepalingen die onderscheidenlijk 4° en 5° van artikel 7 vormen, in twee afzonderlijke artikelen in te voegen.

Ten slotte, indien de voorstellen, bij het onderzoek van artikel 1 gedaan, worden aangenomen, dient een zesde grond tot uitsluiting te worden bepaald, namelijk met betrekking tot degenen die op geregelde en dicht bij elkaar liggende tijdstippen huiswaarts hebben kunnen keren.

Tot de gronden welke uitsluiting tot gevolg kunnen hebben, wordt in artikel 8, 1°, gerekend iedere veroordeling tot een correctionele straf wegens misdrijven die na 10 Mei 1940 zijn begaan.

Uit die bepaling vloeit voort, dat een veroordeling tot een geldboete van 26 frank de volledige en definitieve uitsluiting van het voordeel van het ontwerp tot gevolg kan hebben. Artikel 8, 1°, verschilt terzake merkelijk van het bepaalde in artikel 4, 1°, van de besluitwet van 24 December 1946 waarbij uitsluiting enkel mogelijk

.../...

was voor personen die, wegens bepaalde wanbedrijven, tot een gevangenisstraf van meer dan 5 jaar werden veroordeeld en voor zover de ten laste gelegde feiten zich hebben voorgedaan na de datum, met ingang waarvan de belanghebbende de hoedanigheid van gedeporteerde kan doen gelden.

Volgens artikel 9 kunnen de hoven en rechtbanken de rechten, bij het ontwerp aan de gedeporteerden en aan de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden verleend, voor goed of tijdelijk ontzeggen.

Die bepaling verleent de hoven en rechtbanken een uiterst ruime bevoegdheid, zonder onderscheid te maken tussen degenen die tot een criminele straf en degenen die tot een correctionele straf zijn veroordeeld.

Luidens de memorie van toelichting wordt in artikel 9 van het ontwerp "de inhoud van artikel 5 van de besluitwet van 24 December 1946 in meer gepaste termen weergegeven".

In werkelijkheid verschilt het ontwerp merkelijk van voornoemd artikel 5. Immers, volgens artikel 5 van de besluitwet van 24 December 1946 kunnen de hoven en rechtbanken de vervallenverklaring enkel uitspreken op grond van een veroordeling in de gevallen bij de artikelen 3 en 4, 1°, van die besluitwet bepaald.

Artikel 9 van het ontwerp, of wel het gedeelte van de memorie van toelichting dat er betrekking op heeft, zou dienovereenkomstig moeten worden gewijzigd.

.../...

Artikel 10 heeft betrekking op de samenstelling van de contrôlecommissies en van de commissie van beroep, hun bevoegdheid en de rechtspleging. Deze bepaling geeft slechts aanleiding tot opmerkingen inzake vorm en inkleding.

Bij artikel 11 wordt de medaille van gedeporteerde voor verplichte arbeid ingesteld. Het tweede lid van dit artikel, luidens hetwelk afdeling V van hoofdstuk II van boek I van het Strafwetboek van toepassing is, kan zonder bezwaar wegvallen. Er kan immers geen twijfel over bestaan dat de medaille van gedeporteerde een ereteken is in de betekenis van artikel 31, 3°, van het Strafwetboek.

Bij artikel 12 wordt aan de gedeporteerden voor verplichte arbeid het voordeel voorbehouden "van alle wettelijke, begrotings- en reglementaire beschikkingen steunend op een beginsel van nationale erkentelijkheid, waarbij voordelen voorzien worden ten gunste van de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling".

De uitdrukking "wettelijke, begrotings- en reglementaire beschikkingen steunend op een beginsel van nationale erkentelijkheid" is onduidelijk. Die onduidelijkheid wordt echter verholpen door de niet limitatieve opsomming in artikel 12, tweede lid, van het ontwerp. Om elke betwisting over de betekenis van artikel 12, eerste lid, van het ontwerp te voorkomen, ware het toch beter een opsomming te geven van de verschillende wetten die, volgens de bedoeling van de regering, van toepassing moeten worden gemaakt op de weggevoerden voor verplichte arbeid, met uitsluiting van de gerechtigden van het statuut der weggevoerden.

.../...

In de toekomst zal nauwkeurig moeten gezegd worden of de gunst of het voordeel waarvan sprake aan de gedeporteerden voor verplichte arbeid, aan de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden of aan de twee categorieën van gerechtigden van de wet wordt toegekend.

In de nieuwe tekst voor artikel 14, achteraan in dit advies voorgesteld, is de verwijzing naar het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen weggelaten en vervangen door een verwijzing van algemene aard naar de reglementering inzake beroepsherscholing van de onvrijwillige werklozen.

Artikel 18 van het ontwerp bepaalt, dat op de begroting van de minister tot wiens bevoegdheid de belangen der oorlogsslachtoffers behoren, een speciaal krediet zal worden uitgetrokken om de erkende federaties van gedeporteerden in staat te stellen aan de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden een gelijksoortige sociale bijstand te verlenen als door het Nationaal Werk voor de oudstrijders wordt verleend aan degenen wie de titel van gedeporteerde is toegekend.

Het schijnt niet raadzaam in een wet een verbintenis op te nemen, waarbij in de toekomstige begrotingswetten kredieten worden voorzien.

Feitelijk lijkt artikel 18 van het ontwerp overbodig en kan het worden weggelaten. Het zal zaak van de

.../...

regering zijn, bij het indienen van de begrotingswetten, de kredieten voor te stellen die nodig zijn om het in artikel 18 van het ontwerp opgegeven doel te bereiken.

Acht de regering het toch nodig artikel 18 te behouden, dan zou die bepaling als volgt kunnen luiden :

" Binnen de grenzen van de daartoe voorbehouden begrotingskredieten, kunnen de erkende federaties van gedeporteerden aan de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid een gelijksoortige sociale bijstand verlenen als door het Nationaal Werk voor de oudstrijders wordt verleend aan degenen wie de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 is toegekend.".

Artikel 21.-

Artikel 21 heeft betrekking op het herzien van de beslissingen, door de contrôlecommissies of door de commissie van beroep genomen.

Enerzijds kan die herziening geschieden wegens feitelijke dwaling of wegens het overleggen van nieuwe gegevens welke die herziening rechtvaardigen. Zij kan, zonder voorwaarden van termijn, zowel door de minister als door de betrokkene zelf worden bekomen.

Anderzijds kan de minister, met uitsluiting van de betrokkene, de beslissingen die, ingevolge overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of ingevolge overschrijding of afwending van macht, een vergissing inhouden, doen herzien wanneer alle termijnen van beroep zijn verstreken.

.../...

In beide gevallen moet over die herziening uitspraak worden gedaan door de overheid die de beslissing genomen heeft, en kan tegen haar beslissing bij de hogere overheid beroep worden ingesteld.

De Raad van State is van oordeel dat tussen die twee herzieningen duidelijk onderscheid moet worden gemaakt, daar de tweede zich aandient als een beroep tot nietigverklaring in het belang van de wet. Wat dit tweede beroep betreft, is het derhalve niet raadzaam de contrôlecommissies of de commissie van beroep uitspraak te laten doen over de overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of over machtsoverschrijding of machtsafwending. Zulk een bepaling zou in strijd zijn met artikel 9 van de wet van 23 December 1946, waarbij aan de Raad van State de taak wordt toegewezen uitspraak te doen over elk beroep tot nietigverklaring wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of wegens machtsoverschrijding of machtsafwending.

De Raad van State stelt derhalve voor, artikel 21 in twee afzonderlijke bepalingen te splitsen. De eerste zou betrekking hebben op de herziening wegens feitelijke dwaling of ingevolge het overleggen van nieuwe gegevens. Zij kan als volgt worden gesteld :

" Elke beslissing kan zonder voorwaarden van termijn worden herzien wegens feitelijke dwaling of ingevolge het overleggen van nieuwe gegevens die de herziening rechtvaardigen.

Tot de herziening wordt overgegaan op initiatief van de bevoegde minister of op aanvraag van de betrokkene, van welke aanvraag aan de minister bij een ter post aangetekende brief kennis wordt gegeven.

.../...

De contrôlecommissie of de commissie van beroep die de beslissing heeft genomen, doet uitspraak over de aanvraag om herziening. Tegen de genomen beslissing kan beroep worden ingesteld.".

De tweede bepaling zou regeling inhouden van het beroep tot nietigverklaring in het belang van de wet. Dat beroep, dat schorsende werking zou kunnen hebben met betrekking tot de uitkering van de steun, zou de minister in staat stellen elke definitieve beslissing, die wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of wegens machtsoverschrijding of machtsafwending kan vernietigd worden, zonder voorwaarden van termijn naar de Raad van State te verwijzen.

Die bepaling kan als volgt worden gesteld :

" De minister kan de executoire beslissingen, genomen door de in artikel..... van deze wet genoemde commissies, zonder voorwaarden van termijn naar de Raad van State verwijzen, wanneer die beslissingen wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of wegens machtsoverschrijding of machtsafwending voor nietigverklaring vatbaar zijn.

Wanneer de nietigverklaring is uitgesproken, wordt de zaak opnieuw verwezen naar de commissie die de beslissing heeft genomen.

Het beroep, overeenkomstig dit artikel door de minister ingesteld, schorst de uitkering van de bij deze wet bepaalde steun en geldelijke voordelen.".

.../....

Artikel 22.-

In de memorie van toelichting wordt gezegd dat het de bedoeling van de regering is, voor de toepassing van het ontwerp geldig te achten de vóór de bekendmaking van de wet ingediende aanvragen om in aanmerking te komen, hetzij voor de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst, hetzij voor de wet van 26 Februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, hetzij voor artikel 2 der besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht.

Volgens de memorie van toelichting moet dat ook gelden indien die aanvragen te laat zijn ingediend met betrekking tot de verschillende zoëven genoemde wetten.

In de voorgestelde tekst is die bedoeling niet duidelijk genoeg weergegeven.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

" Voor de toepassing van deze wet worden geldig geacht de aanvragen die, zelfs te laat, vóór de inwerkingtreding van de tegenwoordige wet zijn ingediend om in aanmerking te komen hetzij voor de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, hetzij voor de wet van 26 Februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, gewijzigd bij de wet van 31 Maart 1949, hetzij voor artikel 2 van de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht.".

.../...

Artikel 23.-

Zoals die bepaling is geformuleerd, strekt zij er toe de reglementering, die op de opgeheven wetten steunt, van kracht te doen blijven tot de koninklijke besluiten, ter uitvoering van artikel 10 van het ontwerp te nemen, worden bekendgemaakt.

Die bepaling lijkt nutteloos voor zover de nieuwe wetgeving een nieuwe wettelijke grond vormt voor de koninklijke besluiten die op de opgeheven wetten steunen. Daarentegen is er het ernstige bezwaar aan verbonden, dat zij koninklijke besluiten en zelfs ministeriële besluiten door de wet bekrachtigt, namelijk het ministerieel besluit van 20 Augustus 1948 betreffende de contrôlecommissie van beroep, het ministerieel besluit van 20 Augustus 1948 betreffende de contrôlecommissies, gewijzigd bij ministerieel besluit van 19 Mei 1950, en het ministerieel besluit van 24 Juni 1949 betreffende de kaart van weggevoerde.

Door de Koning de datum van inwerkingtreding van de wet te laten vaststellen, kunnen die bezwaren worden verholpen, terwijl tevens wordt gezorgd voor de continuïteit van het werk van de contrôlecommissies en van de commissie van beroep. Die datum kan dan samenvallen met de datum van inwerkingtreding der verschillende koninklijke uitvoeringsbesluiten.

Wordt dat voorstel aangenomen, dan moet een artikel worden ingevoegd, luidend als volgt :

" Deze wet treedt in werking op de datum die door de Koning wordt vastgesteld.".

In alle bepalingen van het ontwerp moet eveneens de datum van inwerkingtreding der wet worden vermeld in plaats van de datum der bekendmaking.

Voorts zijn zowel bij de Franse als bij de Nederlandse tekst van het ontwerp talrijke opmerkingen inzake vorm en inkleding te maken. Met die opmerkingen wordt in de hierna volgende tekst rekening gehouden.

.../...

ONTWERP VAN WET.

LEOPOLD III, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Wederopbouw,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wederopbouw wordt er mede belast in Onze Naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.

Gedeporteerden voor verplichte arbeid en gerechtigden van het statuut der gedeporteerden.

Artikel 1.-

Deze wet is van toepassing op de personen van Belgische nationaliteit, die onder de hierna gestelde voorwaarden door de vijand of door zijn handlangers tijdens de oorlog 1940-1945 in Duitsland of in een door Duitsland bezet land, met uitzondering van België, verplicht tewerkgesteld werden.

.../...

Artikel 2.- (artikel 2 en artikel 4, tweede lid, van het ontwerp).

De titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid wordt toegekend aan de personen die werden tewerkgesteld :

1° ingevolge hun aanhouding door de vijand of door zijn handlangers ;

2° ter uitvoering van een formeel en schriftelijk bevel van de vijand of zijn handlangers, waarbij de datum van hun vertrek voor verplichte arbeid wordt vastgesteld ;

3° wanneer zij zich aan de vijand of diens handlangers overgegeven hebben wegens de aanhouding van een familielid of wegens het feit dat zij zelf werkelijk door de vijand opgespoord werden, omdat zij geen gevolg hadden gegeven aan de oproepingsbrieven door de "Werbestelle" in het kader van de Duitse verordeningen op de verplichte arbeid aan hen gericht ;

4° wegens gepleegde misdrijven, wanneer de daad waarin het misdrijf bestaat, op grond van de beweegreden en van de beoogde en mogelijke uitslag, het karakter aanneemt van een daad van verzet tegen de vijand.

Artikel 3.- (artikel 3 en artikel 4, eerste lid, van het ontwerp).

De hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden wordt toegekend aan de personen die werden tewerkgesteld :

1° nadat zij ter uitvoering van de Duitse verordeningen van 6 Maart en 6 October 1942 voor de diensten voor tewerkstelling waren verschenen, terwijl het niet bewezen is dat ze een van de in artikel 2 bepaalde voorwaarden vervullen;

2° ingevolge een verbintenis tot arbeid voor de vijand, door hen ondertekend wegens de intrekking van hun uitkeringen of steun bij beslissing van de directeur van het gewestelijk Arbeidsambt, op grond van hun weigering voor de vijand te werken ;

3° wegens gepleegde misdrijven, wanneer de daad waarin het misdrijf bestaat, op grond van de beweegreden en van de beoogde en mogelijke uitslag, niet het karakter aanneemt van een daad van verzet tegen de vijand.

Artikel 4.- (artikel 2, derde lid, van het ontwerp)

De in artikel 3 genoemde personen die, gebruik makend van een terugkeer naar België, zich aan de verplichte arbeid hebben onttrokken en door de vijand of zijn handlangers werden aangehouden en opnieuw tewerkgesteld, kunnen enkel voor de werkperiode die op hun aanhouding gevolgd is op de titel van gedeporteerde aanspraak maken.

Artikel 5.-

De titel van gedeporteerde voor ____ verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 of de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden kunnen posthuum worden toegekend op aanvraag van eenieder die bewijst daarbij belang te hebben.

Artikel 6.-

De in de artikelen 2 en 3 genoemde personen moeten de staat van Belg bezitten op het ogenblik van hun aanhouding of van hun vertrek naar het buitenland ; zij moeten die staat eveneens bezitten op het ogenblik dat zij de aanvraag om voor deze wet in aanmerking te komen indienen of, in het geval waarvan sprake in artikel 5, op het ogenblik van hun overlijden.

.../...

Artikel 7.-

Van de toepassing van deze wet zijn uitgesloten :

1° zij die na 30 (31) October 1940 wegens een misdaad of wanbedrijf tegen de uitwendige of inwendige veiligheid van de Staat werden veroordeeld ;

2° zij die krachtens de wetsbepalingen betreffende de epuratie in zake burgertrouw voor goed of tijdelijk vervallen verklaard zijn van de rechten bepaald in artikel 123 sexies van het Strafwetboek ;

3° zij die _____ tot een criminele straf _____ zijn veroordeeld ;

4° zij die in het buitenland _____ wegens collaboratie met de vijand zijn veroordeeld ;

5° zij die vrijwillig voor de vijand hebben gewerkt ;

6° zij die op geregelde en dicht bij elkaar liggende tijdstippen huiswaarts hebben kunnen keren.

Artikel 8.- (artikel 7, 5°, van het ontwerp)

Voor de toepassing van artikel 7, 5° van deze wet worden, behoudens tegenbewijs, geacht vrijwillig voor de vijand te hebben gewerkt, degenen die vóór 6 October 1942 in Duitsland of in een door Duitsland bezet land, met uitzondering van België en Noord-Frankrijk, tewerkgesteld waren en degenen die vóór 6 Maart 1942 in België en Noord-Frankrijk bij Duitse diensten of in fabrieken en ondernemingen van zuiver militaire aard tewerkgesteld waren.

Met uitzondering van degenen die door de vijand aangehouden werden, geldt dit ook voor hen die niet behoren tot de klassen 1920 tot en met 1924 en na 6 September 1943 in Duitsland tewerkgesteld werden.

.../...

Artikel 9.- (artikel 8 van het ontwerp)

Van de toepassing van deze wet kunnen uitgesloten worden :

1° zij die tot een correctionele straf zijn veroordeeld voor zover het misdrijf na 10 Mei 1940 is gepleegd ;

2° zij die zich aan een zware tekortkoming hebben schuldig gemaakt door het verrichten van daden ten nadele van hun metgezellen of van de Belgische gemeenschap.

HOOFDSTUK II.

Rechten en voordelen der gedeporteerden voor verplichte arbeid.

Artikel 10.- (artikel 11 van het ontwerp)

Een medaille van gedeporteerde voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 wordt ingesteld.

Dit ereteken wordt toegekend aan degenen wie de titel van gedeporteerde is verleend.

Artikel 11.- (artikel 12 van het ontwerp) (1)

Alleen de personen aan wie de titel van gedeporteerde is toegekend, komen in aanmerking voor wettelijke en reglementaire bepalingen die steunen op een beginsel van nationale erkentelijkheid en waarbij voordelen zijn bepaald voor de gedeporteerden voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945.

---

(1) Onder voorbehoud van de opmerking terzake in het advies.

Zulks is namelijk het geval wat betreft de besluitwet van 27 Februari 1947 houdende wijziging van artikel 12 van de besluitwet van 25 Juni 1946 tot wederinvoering van het normale militiestelsel, de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 betreffende de prioriteitsrechten bij het begeven van de openbare betrekkingen, de wet van 28 Juli 1948 waarbij gelast wordt de vermelding "Stierf voor België" op de rand van sommige akten van overlijden in te schrijven en de bemoeiïngen van het Nationaal Werk voor Oudstrijders.

Artikel 12.- (artikel 14 van het ontwerp)

De gedeporteerden voor verplichte arbeid kunnen op hun verzoek vakopleiding op kosten van de Staat krijgen.

Die opleiding heeft tot doel hun een vak aan te leren indien zij er geen uitoefenden, of hen aan hun eigen vak weder aan te passen of hun andere vakken dan het hunne aan te leren.

.../...

Aan de gedeporteerden die zich op de toepassing van dit artikel hebben beroepen, betaalt de Staat de steun en premiën, bij de reglementsbepalingen inzake beroepsherscholing van de onvrijwillige werklozen bepaald.

Die premiën en steun kunnen provisioneel verleend worden aan degenen die een aanvraag tot erkenning als gedeporteerde hebben ingediend.

De provisioneel verleende steun en premiën moeten aan de Staat slechts worden terugbetaald ingeval de aanvraag wegens valse verklaringen van de betrokkene wordt verworpen.

Artikel 13.- (artikel 15 van het ontwerp).

Onverminderd hetgeen voor hen reeds is bepaald in de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen, kunnen de gedeporteerden voor verplichte arbeid hun rechten op het pensioen voor burgerlijke slachtoffers doen gelden volgens de modaliteiten bij de wetgeving inzake de pensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 bepaald.

Artikel 14.- (artikel 16 van het ontwerp).

Een kaart van gedeporteerde voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 wordt ingesteld.

.../...

HOOFDSTUK III.

Rechten en voordelen der gerechtigden van het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945.

Artikel 15.- (artikel 17 van het ontwerp).

De gerechtigden van het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid mogen hun rechten op het pensioen voor burgerlijke slachtoffers doen gelden volgens de modaliteiten bij de wetgeving inzake de pensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 bepaald.

Artikel 16.- (artikel 18 van het ontwerp).

Binnen de grenzen van de daartoe voorbehouden begrotingskredieten, kunnen de erkende federaties van gedeporteerden aan de gerechtigden van het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid een gelijksoortige sociale bijstand verlenen als door het Nationaal Werk voor de oudstrijders wordt verleend aan degenen wie de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 is toegekend.

Artikel 17.- (artikel 19 van het ontwerp).

Een kaart van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 wordt ingesteld.

.../...

HOOFDSTUK IV.

Rechtspleging.

Artikel 18.- (artikel 10 van het ontwerp)

Contrôlecommissies waarvan het getal door de Koning wordt vastgesteld en een commissie van beroep zijn gelast :

1° na te gaan of de voorwaarden die voor het erkennen van de titel van gedeporteerde of van de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden zijn vereist, voorhanden zijn ;

2° vast te stellen hoelang de in de artikelen 2 en 3 genoemde personen verplicht tewerkgesteld zijn geweest volgens de betekenis van deze wet, daarbij eventueel onderscheid makend tussen de tijd die als gedeporteerde en die welke als gerechtigde van het statuut der gedeporteerden werd doorgebracht.

De Koning benoemt de leden van die commissies, welke bestaan uit een magistraat en vier leden,van wie twee op voorstel van de door de Koning erkende verenigingen van gedeporteerden voor verplichte arbeid.

De Koning regelt de territoriale bevoegdheid der commissies en de rechtspleging voor die commissies.

Artikel 19.- (artikel 20 van het ontwerp)

De aanvragen tot erkenning van de titel van gedeporteerde of van de hoedanigheid van gerechtigde van het statuut der gedeporteerden, met inbegrip van de in artikel 5 van

.../...

deze wet bedoelde, moeten worden ingediend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de minister tot wiens bevoegdheid de belangen der oorlogsslachtoffers behoren.

Artikel 20.- (artikel 20 van het ontwerp)

De aanvragen worden in het Nederlands of in het Frans gesteld.

De personen die hun woonplaats hebben in de gemeenten met Duits taalstelsel van de kantons Eupen, Malmedy en Sankt-Vith kunnen hun aanvraag in het Duits stellen.

Artikel 21.- (artikel 20 van het ontwerp)

Behoudens in geval van overmacht, moeten de aanvragen binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet worden ingediend.

Artikel 22.- (artikel 7, 4°, van het ontwerp)

Het onderzoek van de aanvragen ingediend door degenen tegen wie rechtsvervolgingen zijn ingesteld wegens een der feiten in 1°, 2° en 4° van artikel 7 bepaald of wegens een misdrijf dat een criminele straf tot gevolg kan hebben, wordt opgeschort tot na een in kracht van gewijsde gegane beslissing.

Artikel 23.- (artikel 21, eerste en tweede lid, van het ontwerp)

Elke beslissing kan zonder voorwaarden van termijn worden herzien wegens feitelijke dwaling of ingevolge het overleggen van nieuwe gegevens die de herziening rechtvaardigen.

.../...

Tot de herziening wordt overgegaan op initiatief van de bevoegde minister of op aanvraag van de betrokkene, van welke aanvraag aan de minister bij een ter post aangetekende brief kennis wordt gegeven.

De contrôlecommissie of de commissie van beroep die de beslissing heeft genomen, doet uitspraak over de aanvraag tot herziening. Tegen de genomen beslissing kan beroep worden ingesteld.

Artikel 24.- (artikel 21, derde en vierde lid, van het ontwerp)

De minister kan de executoire beslissingen, genomen door de in artikel 18 van deze wet genoemde commissies, zonder voorwaarden van termijn naar de Raad van State verwijzen, wanneer die beslissingen wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of wegens machtsoverschrijding of machtsafwending voor nietigverklaring vatbaar zijn.

Wanneer de nietigverklaring is uitgesproken, wordt de zaak opnieuw verwezen naar de commissie die de beslissing heeft genomen.

Het beroep, overeenkomstig dit artikel door de minister ingesteld, schorst de uitkering van de bij deze wet bepaalde steun en geldelijke voordelen.

Artikel 25.- (artikel 9 van het ontwerp) (1)

Bij de arresten en vonnissen, gewezen na de erkenning van de in de artikelen 2 en 3 van deze wet genoemde titel op hoedanigheid van gerechtigde van het statuut, kunnen de hoven en rechtbanken de veroordeelden levenslang of tijdelijk de uitoefening van de in deze wet opgesomde rechten ontzeggen.

- -

(1) Onder voorbehoud van de opmerking terzake in het advies.

HOOFDSTUK V.

Slotbepalingen.

Artikel 26.- (artikel 22 van het ontwerp)

Voor de toepassing van deze wet worden geldig geacht de aanvragen die, zelfs te laat, vóór de inwerkingtreding van de tegenwoordige wet zijn ingediend om in aanmerking te komen hetzij van de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens / de oorlog 1940-1945 hetzij voor de wet van 26 Februari 1947 het statuut regelende van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, gewijzigd bij de wet van 31 Maart 1949, hetzij voor artikel 2 van de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht.

Artikel 27.- (artikel 24 van het ontwerp)

Deze wet is ____ van toepassing op de ter studie liggende aanvragen.

De beslissingen, getroffen ter uitvoering van de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, worden herzien overeenkomstig de bepalingen van deze wet, hetzij te allen tijde, op verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid de belangen der oorlogsslachtoffers behoren, hetzij op aanvraag van de belanghebbenden welke aanvraag, behoudens in geval van overmacht, binnen een jaar na de inwerkingtreding van deze wet moet ingediend worden.

.../...

op de
Het laatste lid van artikel 23 is van toepassing/bij deze bepaling voorgeschreven herziening.

Artikel 28.- (nieuw)

Deze wet treedt in werking op de datum die door de Koning wordt vastgesteld.

Artikel 29.- (artikel 25 van het ontwerp)

De besluitwet van 24 December 1946, houdende inrichting van het statuut der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, wordt opgeheven.

Gegeven te , de

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Wederopbouw,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
De Heren : raadsheer van State, voorzitter,

D.DECLEIRE, conseillers d'Etat,
J.COYETTE, raadsheren van State,

P.COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

J.CYPRES, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. D.DECLEIRE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. D.DECLEIRE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) F.LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Reconstruction.
van Wederopbouw.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van Stat

K.MEES.